Site web: www.ecoetfinances.com
Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs
ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

P. 4
PROJET DE CONSTRUCTION DE 20 000 LOGEMENTS ABORDABLES

La BAD accorde 3 milliards FCFA au Togo

P. 2
RÉVOLUTION DU PAIEMENT TRANSFRONTALIER DES BOURSES EN AFRIQUE

PAPSS et ASEA forgent un partenariat stratégique

Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) et l'Association des bourses africaines (ASEA) ont signé le 26 avril 2023 au Caire, un protocole d'accord pour renforcer ...

P. 3
VULGARISATION DE LA LOI DES FINANCES 2023

L'OTR à l'étape du CNP-Togo

P. 6
CENTRAFRIQUE

Le FMI accorde 191,4 millions USD pour soutenir les reformes budgétaires nationales

Dr George Agyekum Nana Donkor
Président de BIDC

page 3

Présidence de la BIDC

Dr George Agyekum Nana Donkor reconduit pour un second mandat

Révolution du paiement transfrontalier des bourses en Afrique

PAPSS et ASEA forgent un partenariat stratégique

Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) et l'Association des bourses africaines (ASEA) ont signé le 26 avril 2023 au Caire, un protocole d'accord pour renforcer la collaboration et la coopération dans la promotion des paiements transfrontaliers de l'infrastructure des marchés de capitaux en Afrique.

Kéziah KPATIDE

Le protocole d'accord a été signé le 14 avril 2023 lors du séminaire ASEA 2023 Building African Financial Markets qui s'est tenu à Victoria Falls, au Zimbabwe, qui a réuni des bourses et des acteurs des marchés de capitaux de toute l'Afrique pour discuter des moyens d'approfondir l'intégration et la connectivité des marchés de capitaux africains.

Pendant longtemps, les investisseurs faisant des affaires en Afrique ont eu du mal à effectuer et à régler des paiements transfrontaliers. Les paiements sont longs à effectuer, coûteux car l'environnement existant nécessite le recours à des banques correspondantes en dehors du continent et se font en devises étrangères (USD ou Euro). Pour cette raison, la Banque africaine d'exportation et d'importation (Afreximbank) et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) ont développé le PAPSS, qui permet un paiement transfrontalier instantané en monnaie locale.

Grâce à l'égide d'ASEA, avec 9 bourses et une capitalisation boursière combinée de 1,5 billion de dollars, PAPSS offre une opportunité en tant que système de paiement pour améliorer encore le projet de liaison des bourses africaines (AELP), un projet phare d'ASEA pour faciliter le commerce transfrontalier de titres en Afrique. Le PAPSS a entamé une période de déploiement rapide de son système dans tous les pays africains, ayant déjà été mis en service dans les pays de la zone monétaire ouest-africaine (ZMAO), à savoir le Nigeria, le Ghana, le Libéria, la Gambie et la Guinée. Ainsi, le Zimbabwe, la Zambie et Djibouti ont récemment rejoint le réseau et seront bientôt opérationnels. Ce partenariat avec l'ASEA facilitera également le déploiement du PAPSS dans les pays membres de l'ASEA.

« PAPSS prend en charge une grande variété de cas d'utilisation, y compris les transactions transfrontalières de détail et de commerce pour les particuliers et les entreprises et les investissements transfrontaliers avec l'Afrique. Bourses. Par conséquent, travailler avec ASEA, qui a été le pionnier de l'AELP avec le commerce transfrontalier de titres comme principe central, est une étape importante vers le déploiement du PAPSS sur tout le continent' » a déclaré Mike Ogbalu III, directeur général de PAPSS.

Ce partenariat est une démonstration de notre engagement à stimuler les flux commerciaux et la croissance économique en Afrique. Grâce à notre collaboration, nous visons à créer un système de paiement fiable et efficace qui permettra aux investisseurs de négocier facilement sur différentes bourses du continent. Notre tâche immédiate est de créer une main-d'œuvre entre PAPSS et ASEA dès que possible pour identifier les moyens de faciliter le transfert de fonds entre les bourses africaines membres d'ASEA. À cette fin, j'aimerais inviter les acteurs concernés des marchés de capitaux à nous rejoindre dans cette entreprise révolutionnaire pour les communautés d'affaires et d'investissement africaines.

« Nous sommes ravis de nous associer à PAPSS dans le cadre de cette importante initiative. Notre initiative d'intégration des marchés de capitaux par le biais de l'AELP jouera un rôle essentiel dans l'approfondissement des marchés de capitaux africains et la promotion des investissements transfrontaliers. L'expertise de PAPSS en matière de règlement des paiements jouera un rôle déterminant dans le transfert transfrontalier de fonds entre les bourses participantes » a déclaré Thapelo Tsheole, président d'ASEA et directeur général de la Bourse du Botswana.

PAPSS est inébranlable dans son dévouement à favoriser la croissance d'un écosystème de paiement florissant et à encourager le développement de nouvelles solutions pour le progrès économique du continent africain et de ses habitants.

Diplomatie

Faure Gnassingbé reçoit une émissaire centrafricaine

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu, le vendredi 28 avril 2023, avec la ministre centrafricaine des Affaires étrangères, de la francophonie et des Centrafricains de l'étranger, Sylvie Baïpo-Temon, en visite de travail à Lomé.

Dans le cadre de la commémoration du 63ème anniversaire de l'indépendance du Togo, Sylvie Baïpo-Temon, a transmis au chef de l'Etat, un message de félicitations du Président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra qui témoigne de sa volonté de consolider la coopération entre Lomé et Bangui.

« J'ai été porteuse d'un message de félicitations du Président Faustin Touadéra, Président de la République Centrafricaine, pour la fête nationale, cette journée symbolique qui marque l'indépendance de la République Togolaise. Il m'a aussi chargée de transmettre sa sympathie à son homologue togolais, Faure Essozimna Gnassingbé dans le cadre de la réunion bilatérale que je vais tenir demain avec mon homologue pour appuyer sa volonté de renforcer la relation de coopération » a déclaré Sylvie Baïpo-Temon, ministre centrafricaine des Affaires étrangères, de la francophonie et des Centrafricains de l'étranger.

Le Togo et la Centrafrique développent un partenariat multiforme notamment dans le domaine diplomatique et dans les secteurs du transport aérien et du commerce.

Pour la cheffe de la diplomatie centrafricaine, la compagnie togolaise Asky dessert Bangui, et permet à la Centrafrique de sortir de sa position d'enclavement et de développer les échanges commerciaux avec le Togo et bien d'autres pays africains.

Les conclusions de la réunion bilatérale qui s'ouvre demain dans capitale togolaise permettront aux deux parties de renforcer davantage cette relation d'amitié et de coopération.

Kéziah KPATIDE

ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financièrewws et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web: www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES
N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière -
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition
Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs
Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale
00228 97 25 84 84

Graphistes
Stan AZIATO

Imprimerie
ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Présidence de la BIDC

Dr George Agyekum Nana Donkor reconduit pour un second mandat

Le Président sortant de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), George Agyekum Nana Donkor, a été reconduit à l'unanimité à la Présidence de la Banque pour un second mandat de cinq ans à compter du 1er février 2024.

Bernard AFAWOUBO

Compte de tenu des progrès réalisés par la Banque depuis la prise de fonction de George Agyekum Nana Donkor en janvier 2020 à la présidence de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Conseil des Gouverneurs de la BIDC composé des ministres des finances et ou de la Planification économiques a décidé à l'unanimité de le reconduire pour un second mandat de cinq ans. C'était au cours de la 21ème session ordinaire du Conseil des Gouverneurs qui s'est tenue le 5 avril dernier.

En effet, sous la direction de George Agyekum Nana Donkor, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), a enregistré des réalisations notables que sont entre autres la réduction du ratio des prêts non performants (NPL) de la Banque passant de plus de 8 % à 4,28 %, le recouvrement de 77,5 millions USD au titre des arriérés de capital, la croissance du bilan de 36,8 % en 2022, deux émissions consécutives d'obligations sur le marché financier de l'UEMOA couronnées de succès et l'amélioration de la qualité du portefeuille de la Banque.

Le Conseil a également exprimé sa satisfaction quant à l'amélioration de la notation de crédit de la Banque, actuellement B2 avec une perspective stable par les agences de notation Moody's et Fitch, ce qui constitue la meilleure notation jamais obtenue dans l'histoire de la Banque, et reflète également le renouvellement de la confiance des investisseurs, malgré le contexte économique mondial difficile causé par la pandémie de la Covid-19 et la crise Ukraine-Russie.

Dans son allocution, le Président sortant du Conseil des Gouverneurs, Vice-Premier Ministre et ministre des Finances, du Développement des entreprises et de l'économie numérique de la République du Cap Vert, Olavo Avelino Garcia Correia, PhD a déclaré que le Conseil des Gouverneurs était fermement convaincu du leadership de Donkor pour amener la Banque à un niveau supérieur.

Le Conseil d'administration de la Banque, qui a recommandé au Conseil des Gouverneurs de renouveler le mandat de Donkor, l'a décrit comme étant un homme aux références professionnelles indéniables et un dirigeant pragmatique qui a mis en œuvre plusieurs initiatives louables à la tête de la Banque, avec des résultats positifs.

Dans sa réponse, Donkor s'est engagé à continuer à travailler avec les ministres et le Conseil pour faire progresser la Banque, avec l'objectif d'en faire la première institution financière de la région, tout en soutenant les Etats membres pour assurer le développement socio-économique.

Vulgarisation de la loi des finances 2023

L'OTR à l'étape du CNP-Togo

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a rencontré le mardi 25 avril 2023 siège du Patronat du Togo à Lomé, les opérateurs économiques membres du Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) en vue de vulgariser la Loi des finances exercice 2023.

Kodji GATOR JOE

Dans l'optique de vulgariser la Loi des finances exercice 2023, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a initié une série de rencontres à l'endroit des usagers.

Le mardi dernier, c'était le tour des opérateurs économiques membres du Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo).

Coprésidée par Conseiller fiscal du CNP-Togo Amessi MIDIOHOUAN, et le Président de la Fédération des Associations de l'Hôtellerie et de la Restauration (FAHR), komi AHLIDZA, cette rencontre a permis aux présidents des associations professionnelles membres du patronat ainsi qu'à leurs collaborateurs de s'imprégner du contenu de la loi de finances et de surtout poser des questions en vue d'éclaircir leurs zones d'ombres sur le sujet.

La délégation de l'OTR a été conduite par le Conseiller Technique du Commissaire Général de l'office en la personne de EGLOH Yaovi.

La présentation de la loi de finances a été suivie d'échanges sur les dispositions qu'elle comprend. Des recommandations ont été formulées par les membres du Patronat et seront officiellement transmises à l'OTR dans les jours à venir.

Les opérateurs économiques ont également souhaité être associés à l'avenir à l'élaboration de la loi de finances avant son adoption à l'Assemblée Nationale.

Projet de digitalisation des MPME

L'OTR à l'étape du CNP-Togo

Au Togo, le processus de digitalisation des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) sera renforcé. La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) a officiellement lancé, ce mardi 25 avril à Lomé, un projet de digitalisation des MPME dénommé Lon'Kèlèw.

L'initiative réalisée en partenariat avec l'Union européenne et Expertise France, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) vise à accompagner la transformation numérique des entreprises. Elle permettra d'assurer la transition digitale de 50 entreprises majoritairement dirigées par des femmes et des jeunes. Ces dernières sont retenues par rapport à leurs besoins de digitalisation et à leur capacité de transformation numérique.

Le projet permettra "d'aider les MPME à améliorer leur mode de fonctionnement, ainsi que leur offre de services et de biens et les rendre plus apte à satisfaire la demande interne et conquérir des marchés extérieurs", a déclaré le le secrétaire général du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Comlan Nomadoli Yakpey.

Pour la présidente de la délégation spéciale consulaire de la CCI-Togo, Nathalie Bitho, l'initiative s'inscrit dans la dynamique de relance des économies éprouvées par les crises et le défi sécuritaire tout en permettant aux entreprises de s'ouvrir à l'international.

Projet de construction de 20 000 logements abordables

La BAD accorde 3 milliards FCFA au Togo

Dans le cadre des études de faisabilité du projet visant la construction de 20 000 logements abordables, la Banque africaine de développement a annoncé le mercredi 26 avril 2023, un financement de 5,13 millions de dollars soit environ 3 milliards de francs CFA au profit du Togo.

Yves ATCHANOUVI

Selon les données de la Banque africaine de développement, seulement 1 800 logements ont été achevés au Togo en 2019, tandis que le déficit annuel supplémentaire est estimé à 15 000 unités, portant le déficit total en logements décents à 500 000 unités.

Au Togo, les autorités considèrent l'accès à un logement décent comme un enjeu majeur, ainsi, le projet de 20 000 logements pourrait contribuer à l'inclusion sociale et à la croissance économique du pays.

Le gouvernement togolais s'attend à ce que la construction de logements sociaux ait un impact positif et direct sur les déterminants sociaux de la vie des citoyens, notamment l'accès à l'éducation, la formation professionnelle, les soins de santé, la nourriture et les opportunités économiques.

A travers ce projet, les autorités ambitionnent d'offrir un accès à la propriété d'un logement décent aux ménages à revenus faibles et intermédiaires, et d'améliorer leurs conditions de vie. La BAD estime qu'environ 100 000 personnes à revenus faibles et intermédiaires, notamment les fonctionnaires et les ménages modestes, devraient bénéficier de ce projet. A noter que le projet de 20 000 logements figure parmi les priorités des autorités togolaises, inscrites dans la « Feuille de route Togo 2025 », cadre de référence de l'action gouvernementale et des interventions des partenaires techniques et financiers pour la période 2022-2025.

Ce projet s'aligne sur le Document de stratégie pays (2021-2026) du Togo, document de référence de la BAD, dont l'un des objectifs est de soutenir le pays dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques de la « Feuille de route Togo 2025 ».

Banque mondiale

Les prix des produits de base enregistrent leur plus forte baisse depuis la pandémie

Selon la dernière édition du rapport Commodity Markets Outlook publiée le 27 avril dernier à Washington, par la Banque mondiale, les cours mondiaux des produits de base devraient refluer cette année à un rythme sans précédent depuis le début de la pandémie de COVID-19, assombrissant les perspectives de croissance de près de deux tiers des économies en développement qui dépendent de l'exportation de ces produits.

Patience SALLAH

Toutefois, la baisse des prix ne devrait guère soulager les quelque 350 millions de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire dans le monde. Même si les cours des denrées devraient reculer de 8 % en 2023, ils atteindront un record qui n'a été dépassé qu'une seule fois depuis 1975. En outre, au mois de février, l'inflation annuelle des prix alimentaires ressortait à 20 % à l'échelle mondiale, soit le niveau le plus élevé de ces vingt dernières années.

A en croire Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale pour l'Économie du développement, la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie s'est largement dissipée en raison du ralentissement de la croissance économique, d'un hiver peu rigoureux et des réallocations dans le commerce des matières premières.

« Cependant, dans bien des pays, cela ne soulagera pas vraiment les consommateurs. En termes réels, les prix des denrées alimentaires resteront à un niveau parmi les plus élevés de ces cinq dernières décennies. Les gouvernements devraient éviter les restrictions commerciales et protéger les populations les plus pauvres en recourant à des programmes ciblés de soutien aux revenus plutôt qu'à des mesures de régulation des prix » a-t-il indiqué.

Les prix des produits de base devraient globalement baisser de 21 % en 2023 par rapport à l'année passée. Les prix de l'énergie devraient refluer de 26 % cette année. Le cours du pétrole brut (Brent) devrait s'établir en moyenne à 84 dollars le baril cette année, soit une baisse de 16 % par rapport à la moyenne de 2022. En Europe et aux États-Unis, les prix du gaz naturel devraient être divisés par deux entre 2022 et 2023, tandis que ceux du charbon devraient perdre 42 % en 2023. Les prix des engrais devraient eux aussi chuter de 37 % en 2023, ce qui constituerait la plus forte baisse sur un an depuis 1974. Ils sont toutefois encore proches du niveau record atteint lors de la crise alimentaire de 2008-2009.

« La baisse des prix des produits de base au cours de l'année écoulée a permis de réduire l'inflation globale dans le monde. Toutefois, les banques centrales doivent rester vigilantes car de nombreux facteurs pourraient faire grimper les prix et raviver les pressions inflationnistes : une offre de pétrole plus limitée que prévu, une reprise de l'économie chinoise plus consommatrice de matières premières, une intensification des tensions géopolitiques ou des conditions météorologiques défavorables » indique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives.

Malgré les baisses marquées attendues cette année, les prix de toutes les principales catégories de produits de base resteront nettement supérieurs à leurs niveaux moyens sur la période 2015-2019. Les prix du gaz naturel en Europe seront près de trois fois supérieurs à la moyenne de 2015-2019. Les prix de l'énergie et du charbon resteront eux aussi plus élevés que la moyenne pré-COVID.

De son côté, Valerie Mercer-Blackman, économiste principale au sein de la cellule Perspectives de la Banque mondiale, a indiqué que les prix des métaux, qui ont légèrement augmenté en début d'année, devraient chuter de 8 % par rapport à l'année dernière, principalement sous l'effet de la faiblesse de la demande mondiale et de l'amélioration de l'offre.

« À plus long terme, cependant, la transition énergétique pourrait faire grimper de manière significative la demande de certains métaux, notamment le lithium, le cuivre et le nickel » a précisé Valerie.

Une section spéciale du rapport examine les performances de diverses méthodes de prévision des prix pour sept produits de base industriels (pétrole et six métaux). Il ressort en particulier de cette analyse que les prix des contrats à terme, qui sont couramment utilisés dans les prévisions, conduisent souvent à des erreurs significatives.

Les modèles économétriques reposant sur de multiples variables indépendantes donnent souvent de meilleurs résultats que les autres méthodes et que les prix des contrats à terme. Toujours selon cette analyse, les prévisions gagneraient en précision si l'on renforçait les méthodes reposant sur des modèles, en intégrant la dynamique des prix des produits de base sur la durée et en tenant compte d'autres facteurs économiques.

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

BRVM – BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES – Afrique de l'Ouest

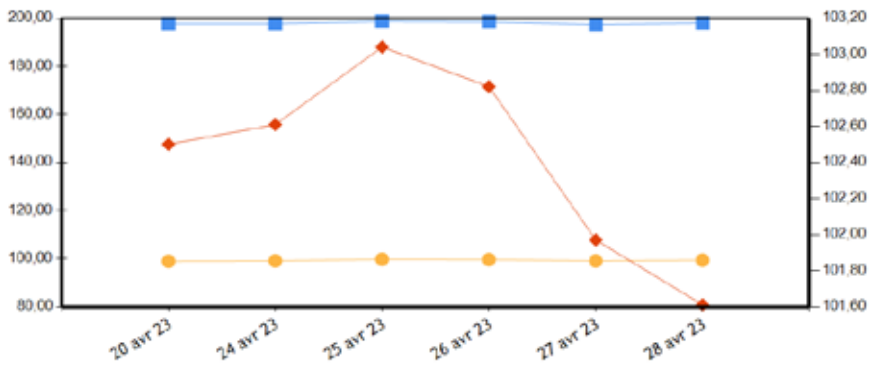
vendredi 28 avril 2023 — N° 82

BRVM COMPOSITE	198,02
Variation Jour	0,32 %
Variation annuelle	-2,56 %

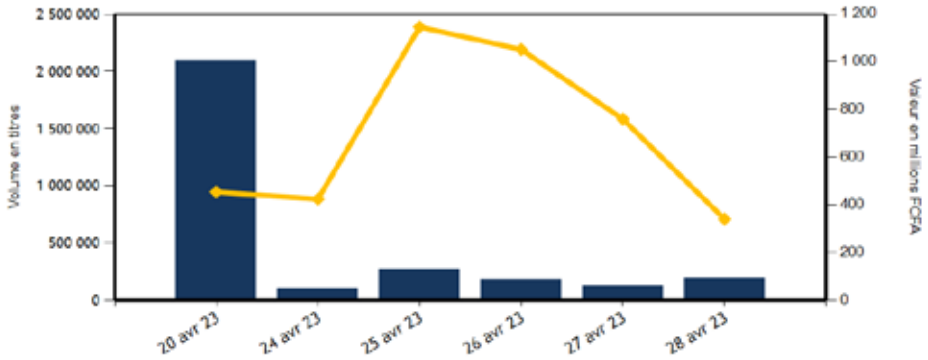
BRVM 30	99,35
Variation Jour	0,30 %
Variation annuelle	-0,65 %

BRVM PRESTIGE	101,61
Variation Jour	-0,35 %
Variation annuelle	1,61 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 366 736 740 881	0,32 %
Volume échangé (Actions & Droits)	188 772	112,90 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	300 284 499	-22,58 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	13	85,71 %
Nombre de titres en baisse	15	-37,50 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 962 338 687 760	0,14 %
Volume échangé	5 183	-86,08 %
Valeur transigée (FCFA)	40 235 330	-89,18 %
Nombre de titres transigés	7	-22,22 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-57,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 075	7,50 %	-8,12 %
SMB CI (SMBC)	7 810	6,26 %	14,85 %
TOTAL SN (TTLS)	2 600	5,48 %	2,56 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 000	3,09 %	35,14 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	5 495	2,81 %	11,12 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 015	-7,31 %	6,84 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 790	-5,42 %	-12,81 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 140	-4,20 %	-11,97 %
SAPH CI (SPHC)	4 340	-3,56 %	-13,11 %
TOTAL CI (TTLC)	2 150	-2,05 %	13,46 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,61	-0,35 %	1,61 %	154 645	160 079 784	6,09
BRVM-PRINCIPAL	36	93,53	0,76 %	-6,47 %	34 127	140 204 715	8,33

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	96,53	0,88 %	-7,38 %	10 648	61 520 270	8,62
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	476,42	0,22 %	-2,61 %	6 688	55 922 815	8,91
BRVM - FINANCES	15	75,41	0,65 %	-0,13 %	154 972	126 775 779	6,14
BRVM - TRANSPORT	2	335,74	0,00 %	-1,74 %	1 112	1 451 265	5,35
BRVM - AGRICULTURE	5	262,13	-0,25 %	-7,56 %	3 626	32 045 305	5,42
BRVM - DISTRIBUTION	7	343,53	-0,55 %	-4,19 %	11 713	22 555 085	12,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 252,39	-7,31 %	6,84 %	13	13 980	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,28
Taux de rendement moyen du marché	7,86
Taux de rentabilité moyen du marché	8,89
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	121
Volume moyen annuel par séance	625 195,00
Valeur moyenne annuelle par séance	997 654 815,72

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,17
Ratio moyen de satisfaction	17,43
Ratio moyen de tendance	550,04
Ratio moyen de couverture	18,18
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	7,84
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Centrafrique

Le FMI accorde 191,4 millions USD pour soutenir les reformes budgétaires nationales

En Centrafrique, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a a annoncé avoir approuvé un accord de prêt d'environ 191,4 millions USD (112,8 milliards FCFA), dans le cadre d'une facilité élargie de crédit (FEC) de 38 mois, le jeudi 27 mars 2023.

« L'accord de la FEC contribuera à libérer l'espace budgétaire et à catalyser le soutien des donateurs aux services publics essentiels, ainsi qu'à fournir un cadre pour la mise en œuvre des réformes nationales. Grâce au financement et aux réformes supplémentaires, les risques d'une nouvelle détérioration de la situation humanitaire seraient réduits et la viabilité des finances publiques serait renforcée », a déclaré M. Kenji Okamura, DG adjoint et président par intérim du FMI.

Ainsi, le programme soutenu par la FEC fait partie des efforts coordonnés des institutions financières internationales pour soutenir la population centrafricaine. Il aidera le pays à faire face aux besoins de financement de la balance des paiements, et à maintenir les dépenses consacrées aux services publics de base, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Cette Facilité est le tout premier prêt obtenu par le pays d'Afrique centrale après la suspension de ses aides par des institutions multilatérales en 2021. Elle intervient alors que « la RCA est confrontée à un arbitrage financier difficile au moment où la demande de services publics par une population déjà affligée est la plus urgente et où l'environnement extérieur n'est pas favorable », a souligné M. Kenji.

Notons que le FMI préconise aux autorités centrafricaines de poursuivre de profondes réformes budgétaires. « La priorité est de renforcer l'administration douanière et fiscale et de rationaliser les exonérations pour accroître la mobilisation des recettes intérieures et élargir l'enveloppe des dépenses sociales. Le programme soutenu par le FMI contient d'importantes garanties de gouvernance pour l'utilisation des ressources destinées à aider le pays et sa population à éviter une crise humanitaire ».

Pour rappel, Bangui a été impacté par la pandémie de Covid-19, l'insécurité nationale et le conflit en Ukraine. Cette situation a augmenté ses besoins humanitaires, notamment sur le volet alimentaire. C'est pourquoi, le Bureau des Nations unies pour la coordination de l'aide humanitaire (OCHA) estime que 3,4 millions de personnes, soit 56% de la population, auront besoin d'aide humanitaire et de protection en 2023, soit une augmentation de 10% par rapport à 2022.

CROISSANCE AFRIQUE

Finance

Le Cameroun a dépensé 1 175 milliards de FCFA pour rembourser ses dettes en 2022, soit une hausse de 14%

Selon la Caisse Autonome d'amortissement (CAA), l'État du Cameroun a déboursé un total de 1 175,2 milliards de FCFA pour apurer une partie de sa dette en 2022, soit 980,1 milliards au titre du principal et 223,1 milliards de FCFA d'intérêts. 743,8 milliards de FCFA ont été alloués aux créanciers internationaux et 431,3 milliards aux prêteurs locaux.

Cette enveloppe est d'ailleurs en hausse de 14,2% par rapport aux 1025,8 payés en 2021. « Il y a lieu de relever que les remboursements des services de la dette ayant connu un allégement lors des phases I et II de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD, Ndlr) par les pays membres du G20 et du Club de Paris ont débuté en 2022 », justifie la CAA pour justifier cette progression.

Lancé en avril 2020, en pleine crise de la Covid 19, l'ISSD avait pour objectif d'aider les pays en développement à faire face à leurs difficultés de trésorerie du fait des dépenses supplémentaires engendrées par la crise en négociant le report de leurs échéances de remboursement de dette auprès des pays développés. À la faveur de cette initiative, le Cameroun a bénéficié, entre 2020 et 2021, d'un différé de 218 milliards de FCFA sur le service de sa dette extérieure, selon le Club de Paris.

Cette hausse du service de la dette du pays peut aussi être mise en lien avec l'appréciation du dollar par rapport au FCFA intervenue en 2022. En juillet 2022, par exemple, le Cameroun a payé au moins 3 milliards de FCFA de plus du fait de l'envolée du dollar. Il faut dire que près de 21% de la dette du pays est libellé en cette devise.

Investir au Cameroun

Culture

Apothéose de la 6ème édition du festival national des danses traditionnelles (FESNAD)

En Centrafrique, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a a annoncé avoir approuvé un accord de prêt d'environ 191,4 millions USD (112,8 milliards FCFA), dans le cadre d'une facilité élargie de crédit (FEC) de 38 mois, le jeudi 27 mars 2023.

A l'issue des phases régionales douze (12) groupes à savoir : Bontana de Kpendial: Knatchime de l'Oti Sud, Kontete de Doufelgou Kondona de la Karah, Gora Goro de Tchaoudjo, Elali Bolodan de Blita Seneva de Haha,-Dunenyo novissi de Kloto, Kpalongo de Zio, Didjole de l'Ave, Bobohoun du Golfe Bobohoun d'Agoe-nyive ont été retenus. Ces groupes se sont donnés rendez-vous pour la grande finale la nuit du 26 avril 2023 au Palais des congrès de Lomé.

Cette soirée était pleine d'émotion et de retour aux traditions, dans une salle remplit de spectateurs et en présence des membres du gouvernement, des garants des us et coutumes, du corps diplomatiques et d'autres d'invités. Dans son discours d'ouverture, Dr Lidi Bessi-Kama, Ministre des sports et des loisirs, représentant le Ministre de la culture et du tourisme déclarait ceci << La revendication de l'identité culturelle africaine a été une préoccupation majeure des pères de l'indépendance. Le Togo, à l'instar des autres états africains, a fait de l'affirmation de sa diversite culturelle le soubassement de notre nation. C'est à juste titre qu'à l'occasion de la célébration de notre indépendance, acquise après d'apre lutte, nous revisitons nos rites et traditions à travers ce grand rendez-vous national qu'est le Festival nationale des danses traditionnelles (FESNAD) »

Elle a salué le soutien sans faille du chef de l'Etat, Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE pour cet évènement et remercié les partenaires du FESNAD que sont le Conseil de l'Entente et l'ONG IYE. Elle avait à ses côtés les ministres DOSSOU -D'ALMEIDA, HODIN et NATCHABA.

En rappel, le thème retenu pour cette 6ème édition est la résilience de la tradition face aux défis des sociétés modernes ». Ce thème invite à une réflexion approfondie sur le devenir de notre culture, de nos traditions, nos us et coutumes dont la préservation face à la mondialisation est une grande priorité.

Elle fut clôturée par la remise des prix aux différents groupes prestataires par des membres du gouvernement, du corps diplomatiques et d'autres personnalités.

Prépa Coupe UFOA B U20 Dames

Les filles de Théophile Kpakpo-Koumi arrachent le nul face à la sélection A

Menées 0-3 à la pause par leurs aînées de la sélection A, les Eperviers U20 Dames sont parvenues à arracher le match nul (3-3) samedi en amical au stade de Kégué.

Les filles de Théophile Kpakpo-Koumi sont allées chercher le point du match nul au terme d'une seconde période de folie. Menées 3 buts à 0 par leurs aînées à la pause, les joueuses de la sélection U20 ont pris les commandes de la deuxième partie du match.

Face aux séniors, les Eperviers U20 ont refait leur retard sur des réalisations de Sonia Zoutepe sur coup franc, Bénédicte Kouglo et Tatiana Kayaba également sur coup franc.

Les joueuses de la sélection féminine U20 bouclent ainsi leur stage de préparation en attendant l'entame de la compétition en perspective.

Logé dans le groupe B en compagnie du Nigéria, du Niger, et du Burkina Faso, le Togo participera du 20 mai au 3 juin 2023 au Ghana à la première édition de la Coupe UFOA B réservée aux sélections U20 Dames.

WALID
REGRAGUI
“AFRIQUE À TOI MAINTENANT”
Sanlam
Vivez en toute confiance